

Solidarité face aux attaques de l'extrême-droite contre l'éducation ! Ils ne nous feront pas taire !

Communiqué de Sud Éducation 95

La politique initiée par Gabriel Attal en cette rentrée scolaire, que Sud Éducation dénonçait déjà dans un précédent communiqué, a polarisé la rentrée sur la thématique sexiste et islamophobe de l'interdiction des abayas. De quoi ouvrir un boulevard à l'extrême-droite pour renforcer ses attaques contre nos élèves musulmanes ou perçues comme telles, mais aussi contre les personnels de l'éducation qui osent prendre leur défense.

Une rentrée sous le signe de l'islamophobie

En effet, depuis la rentrée, des voix se sont élevées dans l'éducation pour dénoncer cette interdiction à l'instar des personnels du lycée Maurice Utrillo de Stains (93) massivement en grève à la rentrée, mais aussi de parents présents lors de la marche du 23 septembre contre les violences policières, à laquelle Sud Éducation appelait à se joindre pour dénoncer l'islamophobie, ou encore plus récemment des élèves du lycée Colbert à Paris qui organisaient un blocus mardi 3 octobre pour protester contre la convocation d'une élève. Face à ces prises de position, l'extrême-droite est en embuscade, comme en témoigne la tentative d'intrusion menée par des députés RN au lycée Utrillo le 19 septembre dernier.

Une pression toujours plus forte de l'extrême-droite au sein des établissements scolaire

Les attaques de l'extrême-droite contre l'éducation prennent également d'autres aspects : le groupe "Parents vigilants", collectif d'influence d'extrême-droite lancé par le mouvement Reconquête, déploie régulièrement des moyens de pressions sur les personnels et les syndicats de l'éducation, par exemple au lycée Atlantique à Luçon en 2022, suite à la venue sur l'établissement de Cédric Herrou, militant de la vallée de la Roya.

On retrouve une situation similaire au lycée Germaine Tillon à Castelnaudary, où, suite à l'organisation d'une réunion d'information sur les questions liées aux spécificités LGBTQIA+, à destination des élèves, l'établissement a été accusé de propagande "LGBT+".

Enfin, dans la même veine, le collectif *Mamans Louves*, basé dans le Val d'Oise, s'attaque maintenant à l'éducation à la sexualité en répandant, main dans la main avec des associations et personnalités d'extrême droite, les rumeurs les plus malhonnêtes. La fédération Sud éducation a d'ailleurs déjà interpellé le Ministre sur les différentes attaques contre cet enseignement. Dans chacun de ces cas, la teneur des propos des harceleur-euses mettent bien en avant les idées profondément racistes, sexistes, lgbtphobes et dangereuses des militant-es de l'extrême-droite.

L'EXTRÊME DROITE

ENNEMIE

DES

TRAVAILLEUSES

ET

DES

TRAVAILLEURS



Une répression des personnels dangereuse

La semaine dernière, les attaques de l'extrême-droite sont montées d'un cran. Gwen, une camarade enseignante et militante dans le 95, a subi un déferlement de haine sans précédent pour avoir exprimé son opinion sur l'interdiction des abayas et sur les discriminations que cette mesure a engendré sur les lycéennes racisées.



Son affichage par l'extrême-droite politique et médiatique a entraîné un harcèlement de masse via leurs abonné-e-s. Depuis, elle reçoit en continu un déferlement d'insultes racistes et sexistes et, pire encore, des menaces de viol et de mort ainsi que des demandes de révocation.

Loin d'être la seule camarade attaquée, on remarque que l'extrême-droite livre à la vindicte médiatique d'autres personnels éducatifs, comme par exemple une professeure de philosophie à Valenciennes qui a fait l'objet de menaces violentes pour avoir organisé une sortie scolaire à Calais sur le thème de la frontière.

Les services académiques et départementaux de l'éducation nationale doivent apporter un soutien plein et entier aux élèves, aux étudiant-es et aux

personnels attaqué-es et harcelé-es de manière abjecte. Comme cela a déjà été rappelé par un courrier intersyndical national début octobre, il est de leur devoir de garantir la sécurité physique, psychologique et affective des victimes de l'extrême-droite. Il est de leur devoir de prendre au sérieux les menaces de mort et d'agressions physiques que subissent publiquement des lycéennes mineures et des personnels et d'agir de toute urgence pour les protéger.

Le Ministère de l'éducation nationale, les rectorats, les DSDEN et les chef-fes d'établissement doivent ainsi se montrer exemplaires sur le sujet du harcèlement, sujet prioritaire selon les propos de Gabriel Attal.



Face à l'offensive d'ampleur de l'extrême-droite qui cherche à faire taire les personnels de l'éducation dans leur ensemble, nous exprimons plus que jamais notre totale solidarité envers notre camarade et l'ensemble des personnels, étudiant-es et élèves menacé-es et attaqué-es par l'extrême-droite et ses idées nauséabondes. Nous dénonçons fermement ces méthodes de harcèlement et de calomnies qui tentent de faire pression sur les personnels éducatifs et les élèves au profit d'un projet réactionnaire et raciste pour notre école.

Par ce communiqué, Sud éducation 95

- **Revendique la liberté d'exprimer ses opinions sur l'espace public sans craindre d'être menacé-e de mort ou d'autres formes d'agressions par l'extrême-droite.**
- **Rappelle que la laïcité exige la neutralité totale de l'État et de ses institutions en matière religieuse.**
- **Exige le soutien ferme de la hiérarchie et du rectorat pour les personnels, notamment par la protection fonctionnelle, et les élèves de l'éducation nationale face aux attaques de l'extrême-droite**
- **Revendique la liberté pédagogique de mettre en place des séances d'éducation à la sexualité prévues dans les textes officiels en permettant aux élèves de réfléchir aux discriminations, aux stéréotypes, aux concepts de genre, sans craindre les attaques de l'extrême-droite.**
- **Exige la suppression des mesures discriminatoires, racistes et sexistes sur la tenue vestimentaire des élèves et des personnels de l'éducation.**